

Le Courriel d'information

n°271 – Vendredi 05 Octobre 2001.

PLUTOT RIMBAUD QUE RAMBO

Dans ce numéro

Etonnants Paradis – Les Paradis fiscaux, relais financiers du terrorisme

Par ATTAC France

Après les attentats meurtriers perpétrés aux Etats-Unis de nombreux gouvernements semblent soudainement découvrir certaines des conséquences des “ paradis fiscaux ”. Ces territoires sans loi, où le secret bancaire s'ajoute à l'existence de lois fiscales, commerciales et pénales particulièrement laxistes, facilitent effectivement le transit et le blanchiment de fonds de toutes origines (fraudes, corruption, rackets, trafics, etc) et destinés à diverses finalités, dont, parmi d'autres, le financement d'armées privées ou d'actes terroristes.

Depuis sa création en 1998, Attac dénonce l'existence des paradis fiscaux. Depuis toujours les gouvernements des pays les plus riches (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Pays-Bas, Portugal, France, Espagne, etc) ont laissé se développer ces territoires qui, dans la plupart des cas, dépendent en fait plus ou moins directement de leur juridiction. Récemment les Etats-Unis ont décidé de ne pas suivre une initiative de l'OCDE visant à obtenir un minimum de coopération de 35 paradis fiscaux : au nom du principe de la liberté du commerce et des affaires, et aussi pour continuer d'aider nombre de multinationales à échapper à la fiscalité de leur pays d'origine, les Etats-Unis ont choisi de ne pas s'opposer à l'essentiel de la criminalité financière.



Attac continue d'affirmer que des mesures concrètes et efficaces peuvent être effectivement prises, sans attendre l'accord spontané de tous les Etats, y compris de ceux qui tirent bénéfice de ces criminalités économiques et financières.

Les Etats-Unis viennent de menacer toutes les banques et les institutions financières du monde de bloquer leurs avoirs et leurs transactions aux Etats-Unis dès lors qu'elles refuseraient de bloquer la capacité des terroristes à accéder à leurs fonds. Ils confirment ainsi que seule jusqu'à présent l'absence de volonté politique des pays les plus riches de la planète a permis que prolifèrent ces territoires qui rendent possibles toutes les criminalités aux aspects financiers déterminants.

Attac demande que ces mesures, par ailleurs trop limitées, ne s'exercent pas seulement à l'égard des financiers du terrorisme, mais contre tous ceux qui vivent des trafics (drogues, armes, êtres humains, animaux, etc...), des rackets, des fraudes, de la corruption, etc. Les dégâts sont peut être moins spectaculaires mais tout aussi insupportables : mise en cause des budgets publics, difficultés financières et économiques pour nombre d'Etats, misères pour des populations entières, recul des valeurs démocratiques, etc. Toute limitation de ces mesures serait l'indice que les gouvernements poursuivent dans l'hypocrisie, comme le fait d'ailleurs le gouvernement français qui, par la voix de M Fabius, vient d'annoncer la mise en place d'une cellule anti blanchiment limitée à l'argent du terrorisme, alors que les outils déjà existants, comme Tracfin et les Pôles économiques et financiers, n'ont pas été dotés des moyens humains et matériels nécessaires à la lutte contre la criminalité financière.

De même, on ne saurait remédier aux carences de la coopération sur le plan européen par la seule création d'un mandat d'arrêt européen limité au terrorisme : d'abord, parce que l'efficacité des enquêtes ne dépend pas seulement des mandats d'arrêt, mais d'un ensemble d'actes de procédure ; surtout, parce que la garantie des droits et libertés doit être à la mesure des avancée nécessaires dans l'efficacité des poursuites.

Attac demande donc que des mesures concrètes soient prises pour :

-imposer la traçabilité des opérations financières internationales : un contrôle public des chambres de compensations (sociétés de clearing) doit être mis en place ;

-neutraliser les relations avec toutes les entités juridiques non transparentes (sociétés-écran, trusts...) : la nullité d'ordre public des rapports juridiques avec ces entités et le gel de leurs avoirs doivent être envisagés ;

-rendre plus efficace, sur le plan européen, la lutte contre la criminalité transnationale : l'unification des règles fondamentales de droit pénal et la création d'un parquet européen sont aujourd'hui nécessaires.

Attac continuera de porter ces exigences, et particulièrement le 6 octobre à Luxembourg dans le cadre de l'action "grande lessive" initiée par Attac Luxembourg avec l'appui de nombreux comités Attac d'Allemagne, de Belgique et de France. Après l'encerclement de Jersey et les actions menées à Andorre le 9 juin, il s'agit cette fois de dénoncer le rôle joué par le Luxembourg dans le blanchiment de l'argent sale.

Paris, le 4 octobre 2001
ATTAC France attacfr@attac.org

Action « grande lessive » le 6 octobre 2001 à Luxembourg-ville à partir de 9h, Pour en savoir plus : http://attac.org/luxembourg

La grande lessive Agir pour la suppression des paradis fiscaux - Die grosse Wäsche Handeln für die Abschaffung der Steuerparadiese

Matinée d'action dans la ville de Luxembourg pour la suppression des paradis fiscaux à l'appel du Pôle européen de résistance-coordination d'ESCH sur ALZETTE. Y participent: ATTAC LIEGE ; ATTAC BRUXELLES ; ATTAC NAMUR ; ATTAC Allemagne ; ATTAC NANCY ; ATTAC METZ ; ATTAC LUXEMBOURG ; ATTAC STRASBOURG ; ATTAC Vosges.

L'opération « la grande lessive » s'inscrit dans un cycle d'actions participant d'une campagne plus générale au plan européen (débutée à Monaco en décembre 2000, suivie de l'encerclement de Jersey le 9 juin 2001).

grandelessive@attac.org

Plutôt Rimbaud que Rambo

Par Benito Pérez & Gabriele Fontana

1- "Pas de paix mondiale, sans justice globale"



Par Benito Pérez

La tradition pacifiste de Genève est bien vivace. Quelque 4000 manifestants l'ont perpétuée, hier, défilant à l'invitation du Comité suisse de l'Appel de Bangkok (CSAB), contre les menaces de représailles étasuniennes en Asie centrale. Si les attentats de New York et Washington ont été “fermement condamnés”, les manifestants ont appelé à “sortir de la spirale de la violence” et à se battre pour un monde plus juste.

Il n'est pas encore 14 heures, que la place Neuve, baignée de soleil, s'emplit d'une foule compacte. Partis de gauche, syndicalistes, militants d'Attac, mais surtout pacifistes en grand nombre, l'affluence sera celle des grands jours. Une importante délégation française, quelque 500 personnes en provenance des régions frontalières mais également de Marseille, est venue prêter main forte. Palestiniens et Kurdes ont également déployé drapeaux et banderoles, dénonçant la complicité étasunienne dans l'oppression de leurs peuples. Plus curieux, une poignée d'adeptes de la secte de Raël s'est jointe au rassemblement, distribuant force tracts. Le service d'ordre se chargera de les écarter du cortège.

FRANKENSTEIN TERRORISTE

Au micro, Jean Batou donne le ton de la manifestation: “Nous condamnons fermement l'attentat de New York. Mais nous dénonçons aussi que, chaque jour, des millions de gens sont victimes d'un ordre injuste.” En cause, selon le militant du CSAB, la misère, le racisme, le sexisme et l'exploitation, qui gangrènent nos sociétés. A ces fléaux, seules peuvent être opposées la solidarité et des revendications visant à instaurer une redistribution des richesses. Et le militant d'enfoncer le clou: “Nous sommes solidaires avec le peuple américain, comme avec tous les peuples, mais nous ne pouvons nous solidariser avec le Gouvernement des Etats-Unis, ni avec sa politique.”

PLUTOT RIMBAUD QUE RAMBO

Revenant sur le drame du 11 septembre, Jean Batou dénonce: “Nous ne connaissons pas les auteurs des attentats, mais nous savons que ce sont probablement des créatures de la CIA.” Pour l'orateur du CSAB, l'image d'un “Frankenstein, qui se retourne contre ses créateurs” illustre bien les conséquences de la politique étasunienne de soutien aux réseaux fondamentalistes. A entendre les clameurs de la foule, l'analyse semble largement partagée.

Dans le cortège qui s'ébranle, sur le coup des 14 h 30, vers la place Bel-Air, la gravité de la situation n'affecte ni la bonne humeur ni l'imagination. “Plutôt Rimbaud que Rambo” proclame une banderole précédant une joyeuse fanfare carnavalesque. Un second calicot, apposé au dos d'un immense clown blanc, résume l'état d'esprit: “Pour une justice qui nous redonne le sourire”.

Les slogans ne sont pas en reste. Autour de l'inusable Anne-Cécile et de ses célèbres panneaux jaunes, une vaste chorale reprend à l'unisson les harangues de saison: “A ceux qui veulent bombarder le monde, le monde répond résistance!” A la plus grande joie des organisateurs, la jonction entre pacifistes et antimondialisation s'opère sans bémol. Francine confirme: “On ne bâtit pas un monde plus juste en s'attaquant à des populations”, s'énerve la jeune militante d'Attac. Venue d'Isère avec ses camarades, elle a son idée sur les solutions à apporter à l'insécurité: “Les terroristes sont des créatures du système économique et politique injuste. C'est à ça qu'il faut apporter des réponses. Il faut immédiatement supprimer la dette des pays pauvres et s'attaquer aux spéculateurs.” Justine renchérit: “Au nom du libre-échange, les Etats-Unis refusent d'interdire les paradis fiscaux. Les trafiquants et les terroristes de tout type peuvent les remercier.” Pour cette militante d'Attac-Marseille, “tout ça prouve qu'un changement de système est encore plus nécessaire aujourd'hui”.

AVEC LES AFGHANES

Mais, pour l'heure, l'urgence est d'empêcher l'irréparable. “Les femmes afghanes ont besoin de vous”, implore Abdullah Kahn, aux milliers de manifestants regroupés devant l'estrade de fortune de la place des Nations. Visiblement émue, la représentante de l'Association des femmes afghanes poursuit: “Ici, vous avez la liberté et la démocratie. Là-bas, nous n'avons rien. Des millions de femmes vivent dans la misère. Dans les camps de réfugiés, elle n'ont souvent pas de toit, pas de médecins, pas d'eau, pas d'électricité. Elles ont froid. Les enfants y meurent par centaines. Il faut les aider!”

Un appel au secours relayé par le syndicaliste Eric Decarro: “Selon des organisations humanitaires, cinq millions d'Afghans reçoivent une aide alimentaire. En cas d'intervention armée, ce seront sept millions et demi de personnes qui ne pourront survivre sans assistance. Voilà où nous conduit cette logique



de guerre. Au lieu de faire juger les terroristes par la justice, on met en danger des millions de vies humaines."

Pour sortir de cette impasse, le président du Syndicat suisse des services publics en appelle à la solidarité ouvrière: "Nous refusons cette nouvelle croisade, nous ne nous laisserons par entraîner dans une guerre de civilisation. Nous devons être solidaires de tous les salariés, des petits producteurs, de ceux qui souffrent de ce monde injuste, c'est-à-dire la majorité de la population. Nous ne sommes pas solidaires de ceux qui veulent défendre ce système."

Et M. Decarro de s'en prendre à son tour à Washington, en condamnant tous les terrorismes, dont celui d'Etat, "largement utilisé par les Etats-Unis pour imposer les intérêts du capital financier par des coups d'Etat, des interventions militaires ou le soutien à des dictatures".

Autre type de guerre, plus sournoise, dénoncé par les orateurs: les atteintes aux libertés civiles. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, "on est en train de légitimer des violations des droits démocratiques et de criminaliser tous ceux qui combattent le système", s'inquiète Eric Decarro. Une tendance que Tobia Schnebli, du Groupe pour une Suisse sans armée, relève aussi en Suisse, citant les textes fondateurs d'Armée XXI qui amalgament terrorisme et mouvements antimondialisation parmi les "nouveaux dangers" auxquels doit faire face le pays. "La main invisible du marché aura besoin d'un gant de fer pour maintenir ce système injuste", image, pour conclure, M. Schnebli.

Pas de doute, antimilitaristes et militants de l'autre mondialisation n'ont pas fini de se mobiliser de concert.

2- "Il y a encore plus urgence à changer le monde!"

PROPOS RECUEILLIS PAR GABRIELE FONTANA

Christophe Aguiton s'est exprimé, samedi soir, dans un débat organisé par le Comité suisse de l'Appel de Bangkok qui a attiré une petite foule à la salle Saint-Boniface. L'occasion pour faire un tour d'horizon avec le responsable des relations internationales d'Attac-France.

Le Courrier: Les attentats aux Etats-Unis changent-ils la donne pour le mouvement contre la globalisation néolibérale?

Christophe Aguiton: Evidemment 7000 morts, parmi lesquels de nombreux militants d'ONG et de syndicats qui nous étaient proches, induisent une réaction de solidarité immédiate et totale. Après, il y a tout un travail de réflexion sur les causes des événements. Pas pour établir des liens mécaniques entre les misères du tiers-monde et les attentats. Mais il est clair que ces attentats n'auraient pas été possibles sans un contexte de problèmes non résolus: à partir de la question palestinienne mais aussi, plus largement, de l'humiliation de civilisations entières. Je pense ici à ce qu'a dit Berlusconi sur l'Islam et la supériorité de l'Occident. Même si on a condamné ses déclarations, il est clair qu'il a dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas!

Dans quelle direction faut-il chercher des solutions?

- Il s'agit toujours d'humaniser le monde et pour cela il faut lutter contre les inégalités, rattraper l'écart Nord-Sud, respecter les cultures et l'environnement, lutter dans chacune des sociétés contre la précarité et la misère qui se généralisent, sauvegarder la démocratie mise à mal par la globalisation. Là, on est en plein dans nos thématiques d'avant les morts de New York et Washington et on trouve ici plutôt une confirmation de l'urgence de nos mobilisations. Les changements ne sont donc pas tellement au sein du mouvement lui-même et l'ampleur des manifs en Europe va plutôt au-delà des prévisions. De plus, les gens sont plus graves, plus sérieux et cela a un effet paradoxal positif, comme on l'a vu à Liège et à Naples, que les manifestations sont plus pacifiques.

Aux Etats-Unis, on assiste aux premières mobilisations contre une guerre possible. En même temps, une composante syndicale s'est distancée du mouvement par un réflexe patriotique. Mais je pense qu'il s'agit d'un phénomène de courte durée.

Où est donc le changement de fond?

- Il y a un vrai risque d'un durcissement répressif venant à la fois des Etats-Unis et d'un certain nombre de pays qui ont tenté de profiter de la nouvelle situation pour régler leurs comptes internes ou régionaux. Ce qui, parfois, n'arrange pas les Etats-Unis: on l'a déjà vu avec Sharon en Israël, mais on assistera à la même chose avec Poutine en Tchétchénie ou de la part des Chinois avec leurs minorités ethniques. Même si les Etats-Unis ne vont pas se lancer dans une guerre à grande échelle - on peut avoir

des espoirs, vu la montée des pressions - c'est clair qu'il y aura un réflexe sécuritaire contre tous les dissidents. Il suffit de considérer la phrase terrible de Bush: "Ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous" pour comprendre qu'il faudra s'occuper des libertés.

Est-ce qu'en Europe on assiste à une plus grande ouverture?

- Un certain nombre de pays européens ont montré une attitude moins manichéenne qui est aussi liée à notre force. Après la répression de Gênes, même la Grande-Bretagne s'est levée pour défendre ses citoyens. Ensuite, il y a eu un début de prise en compte de la taxe Tobin en France et en Allemagne: il y a des effets d'annonce mais il s'agit malgré tout d'un succès. De plus, dans deux conférences internationales importantes - à Bonn, sur la suite à donner aux protocoles de Tokyo et à Durban, sur le racisme - on a vu que les Européens étaient titillés par une politique autonome des Etats-Unis. Le climat général en Europe, même après les attentats, n'a rien à voir avec celui de la guerre du Golfe ou de celle du Kosovo, où il n'y avait qu'une gauche minoritaire radicale qui était contre la guerre.

Quelles conclusions en tirer, en tant que mouvement social?

- Premièrement, il faut s'impliquer plus fortement sur le terrain des luttes pacifistes, comme on le voit ici à Genève, où les militants des pays du Sud et des mouvements comme Attac sont présents avec ceux du Groupe pour une Suisse sans armée. Deuxièmement, il faut prendre en compte l'aspect anti-impérialiste: de la Palestine, à la Tchétchénie en passant par Les Philippines, où la gauche et les mouvements islamiques locaux sont menacés de répression. Il faut s'occuper de questions politiques plus générales, même quand celles-ci sont fortement localisées.

Troisièmement, il faut persister dans notre agenda: de la réunion de Doha de l'OMC au Sommet social mondial de Porto Alegre, en passant par les mobilisations plurielles contre le Forum économique mondial de Davos. On pourra jouer un rôle, même plus important que prévu, si on se mobilise tous avec l'idée qu'il y a encore plus d'urgence à changer le monde.

Ces thèmes peuvent-ils aussi s'enraciner au Moyen Orient, où l'OMC cherche refuge?

- Je crois que la clef du mouvement est sa capacité à défendre des identités spécifiques et de souligner en même temps son caractère universel. Il doit donc être capable de lier des formes classiques de mouvement social - syndical, paysan et de contestation radicale - à des formes nouvelles de mobilisation. Sa diffusion dans différentes parties du monde est liée à sa capacité à se lier aux mouvements locaux. La même chose peut se produire dans le monde arabe. A Beyrouth, j'ai été impressionné par la proximité entre des militants issus des élites sociales, qui étaient sortis des universités américaines, et ceux qui se sont formés dans le mouvement ouvrier, dans le nationalisme arabe ou même dans l'Islamisme. La conférence de Doha nous donnera aussi une chance d'être présents dans un certain nombre de pays arabes pour faire le lien (comme le fait, malgré la répression, un mouvement comme RAID en Tunisie) entre les thèmes de la mondialisation et ceux de la démocratie.

3- 40 villes disent non à la guerre

Ce week-end, Genève n'a de loin pas été la seule à se mobiliser contre l'escalade guerrière. Vendredi soir, plus de 3000 personnes étaient descendues dans les rues de Zurich pour exhorter les Etats-Unis à ne pas intervenir militairement en Afghanistan. Une cinquantaine de colombes blanches ont été lâchées dans les airs. Les manifestants se sont ensuite regroupés pour une marche silencieuse du bord du lac vers le centre-ville, avant de revenir sur la Bürkiplatz. Des musiciens ont pris la relève des orateurs. Simultanément, une centaine de personnes avaient répondu à l'appel du "Collectif jurassien pour la paix", battant le pavé delémontain. Samedi, c'était au tour de St-Gall et de Berne de connaître des mobilisations de quelques centaines de pacifistes.

Outre-Atlantique, ce sont près de 10 000 manifestants, qui se sont retrouvé samedi à Washington à l'appel de la Convergence anticapitaliste pour une marche en direction des sièges de la Banque mondiale et du FMI. A l'origine, la mobilisation avait été agendée en réaction au Sommet de ces deux organisations internationales. Malgré l'annulation de la conférence, les mouvements antimondialisation avaient maintenu leur appel. La police est violemment intervenue pour maintenir les manifestants à l'écart des institutions de Breton Woods. Une contre-manifestation regroupant une dizaine de personnes a brandi une banderole disant "Bienvenue au fan club de Bin Laden". En face, on pouvait lire: "La violence

n est pas une solution à la violence", "Détruisez l Impérialisme, pas l Afghanistan" ou encore "Arabe n égale pas terroriste". La police a évité toute possibilité de contact. Le même jour, des manifestations ont aussi eu lieu dans d autres villes des Etats-Unis. A relever notamment New York, avec un défilé de 3000 personnes contre la guerre et contre le racisme anti-arabe et San Francisco, où 10 000 manifestants ont occupé le Dolores Park.

En tout, une quarantaine de villes à travers le monde ont hébergé des marches pacifistes.

Articles publiés en collaboration avec le Courrier de Genève www.lecourrier.ch

Contre la logique de guerre

APPEL A L'OPINION

Les organisations soussignées condamnent sans appel les attentats commis aux Etats-Unis le mardi 11 septembre. Aucune cause ne peut justifier un tel massacre. Elles témoignent de leur solidarité et de leur compassion avec les victimes et le peuple américain. Cet acte terroriste de grande ampleur ne peut que desservir les droits légitimes des peuples.

Il montre le degré de violence auquel sont parvenus des groupes puissamment organisés à l'échelle de la planète dont l'objectif est d'entraîner le monde dans une escalade guerrière. L'irruption de tels groupes s'inscrit directement dans l'aggravation des tensions et du désordre économique, social, diplomatique et militaire qui règne dans notre monde.

La déstabilisation et la fragilité de régions entières, le non-respect des droits légitimes de tous les peuples, la prolifération des armes et des technologies de mort, la corruption et les flux d'argent sale, abrité par les paradis fiscaux leur offrent des moyens sans précédent. Les frustrations nées de la misère, du poids insupportable de la dette sur les pays du Sud et de la non-résolution de conflits qui durent depuis des dizaines d'années, comme celui dont le peuple palestinien est victime, fournissent à leurs visées meurtrières un vivier de désespoir et de haine.

La réponse à cette situation ne peut reposer sur une logique de guerre de vengeance, de croisade ou de punition collective. Toute action de représailles contre des populations déjà meurtries par la famine et la guerre ne pourrait qu'attiser les tensions, les fanatismes, les haines et entraîner toute une région dans un engrenage non maîtrisable. Les notions de ''croisade'', de ''guerre du XXI° siècle'' invoquées par le président américain ne permettent en rien que justice soit rendue aux victimes du 11 septembre. C'est dans le cadre du droit international et de la charte des Nations-Unies que tout doit être mis en ¦uvre pour identifier, arrêter et juger les auteurs de l'attentat.

Les organisations soussignées appellent à la vigilance contre tout amalgame ou exploitation des crimes terroristes qui viserait à stigmatiser et à diaboliser des populations en raison de leur origine, de leur religion, de leur appartenance ethnique ou nationale. De même, elles dénoncent la tentation qui se fait jour, dans le débat, aux Etats-Unis ou en Europe, de restreindre les libertés publiques et elles s'insurgent contre les tentatives de criminaliser les mouvements qui s'opposent à la mondialisation libérale.

C'est toute la conception de la sécurité du monde qui doit être repensée. Aucun bouclier anti missile, aucune arme atomique, aucune armada ne protègent efficacement les peuples. Une nouvelle course aux armements ne ferait qu'aviver les tensions existantes et perpétuer le gâchis des dépenses militaires (800 milliards de dollars par an). C'est à la racine qu'il faut agir contre les violences. Nous appelons à la construction d'un monde de paix et de sécurité collective fondé sur le droit, la démocratie, la justice sociale, le développement durable et la promotion des droits humains.

Cela implique des institutions internationales au service de la lutte contre les inégalités et une coopération de toutes les nations du monde pour le désarmement, la prévention des conflits et des risques et l 'instauration d'une culture de paix.

L'information et le débat dans les parlements français et européens sur ces questions sont des exigences démocratiques. Les organisations soussignées appellent les citoyens à se mobiliser sans attendre contre toute tentative d'escalade guerrière, les gouvernements français et européens à agir en ce sens. Elles se placent en état de vigilance afin de prendre les initiatives qui s'imposeront au cours des prochains jours.

PARIS, le 27 septembre 2001

Les organisations signataires décident de faire de la journée du 6 octobre une journée de popularisation de l'appel dans toute la France.

Cet appel sera diffusé dans toutes les initiatives organisées ce jour-là dans les départements et notamment à Paris.

Elles proposent de faire du 11 octobre, un mois après les attentats terroristes aux USA, une journée d'action nationale contre le terrorisme et la logique de guerre, pour la paix et la justice. A Paris, elles appellent à un rassemblement à 18 heures à l'Opéra.

Premières organisations signataires au 1er octobre 2001: ACDN (Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire) - Les Alternatifs - AMFPGN (Association Française des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire) - Appel des Cent pour la Paix - Association des Palestiniens en France - ATTAC - CGT/Finances - CGT/Fédération des Sociétés d'études - CEDETIM - Coordination Française de la Décennie de la Culture de la non-violence et de la paix - Chiche ! - EPP (Enseignants pour la Paix) - FSU (Fédération Syndicale Unifiée) - LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) - LIFDL (Ligue internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté) - MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente) - MIR France (Mouvement International de Réconciliation) - Mouvement de la Paix - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'amitié entre les Peuples) - PCF (Parti Communiste Français) - SNUI (Syndicat national Unifié des Impôts) - Stop Essais pour l'abolition de l'arme nucléaire - SUD aérien - SUD Culture - SUD PTT - SUD Rail - Terre des Hommes France - Les Verts

Construire le réseau parlementaire international

Par Pierre Rousset

Un Forum parlementaire mondial s'est réuni au sein du premier Forum social mondial de Porto Alegre. Dans la « Déclaration finale », qu'il a adopté le 28 janvier 2001 en conclusion de ses travaux, ce forum parlementaire affirmait son appui au FSM et la volonté des élus signataires « de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique ou environnementales qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néolibéral », « d'agir dans la durée avec ces organisations pour que leurs combats trouvent véritablement une traduction législative ».

Dans cette perspective, il était décidé de constituer « un réseau international de parlementaires » à même de mieux « coordonner » l'intervention des élus au sein des assemblées législatives et de « soutenir plus efficacement l'action des mouvements sociaux et citoyens ». Le comité Attac des Institutions européennes (Attac-IE) avait joué un rôle actif dans la préparation de ce premier Forum parlementaire mondiale, de concert avec le gouvernement de l'Etat du Rio Grande do Sul (dont la capitale est Porto Alegre) et les élus latino-américains. Il s'est engagé depuis dans la constitution du réseau parlementaire international.

De premiers contacts ont été établis en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique et en Asie. Nos partenaires brésiliens ont évidemment tissé de nombreux liens en Amérique latine. Mais il importe, cet automne, de donner un véritable coup de collier pour avancer rapidement dans la création de ce réseau international. C'est en effet la meilleure façon de préparer la réunion, lors du prochain FSM de Porto Alegre, du second Forum parlementaire mondial, de renforcer les liens avec le Forum social dans son ensemble et de concrétiser l'investissement des élus dans les campagnes en cours pour des alternatives à la mondialisation libérale, en soutien au mouvement syndical et associatif.

Le comité Attac-IE diffuse actuellement une lettre adressée par ses parlementaires européens aux élus nationaux d'Europe et d'ailleurs, pour les inviter à « participer » à la création du réseau international, une « entreprise largement inédite ». (1) Il est notamment proposé, dans cette lettre, de constituer des pôles régionaux de parlementaires (en particulier, en ce qui nous concerne, un pôle européen) ainsi que des groupes de travail axés (à caractère proprement international et non seulement régional) sur des thèmes spécifiques de campagnes.

Cette lettre écrite du Parlement européen et la « Déclation finale » du premier Forum parlementaire mondial (toutes deux déjà publiées en français dans le Grain de Sable) peuvent vous être envoyées (il suffit d'en faire la demande sur euro.institutions@attac.org). Les divers comités Attac, comme les autres associations intéressées, peuvent activement aider à la diffusion de l'information concernant ce réseau parlementaire. Une telle aide nous serait très précieuse, car le temps presse pour donner corps sur tous les continents, avant le prochain FSM, à l'appel lancé, en janvier dernier, de Porto Alegre.

On sait en effet le temps qu'il faut pour donner forme et consistance à une telle initiative



internationale inédite. Nous espérons donc, au Parlement européen, que les lectrices et lecteurs du Grain de Sable contribueront à informer les élu(e)s avec lesquels ils collaborent –en Europe comme dans les autres régions du monde- et nous tiendrons au courant des initiatives qui auront été prises.

Merci d'avance.
Pierre Rousset
euro.institutions@attac.org

(1)Cette lettre est signée de neuf parlementaires européens : Danielle Auroi, Proinisas De Rossa, Harlem Désir, Jean-Maurice Dehousse, Pernille Frahm, Alain Krivine, Paul Lannoye, Camilo Nogueira, Francis Wurtz.

Membres du Parlement européen adhérant au réseau parlementaire mondial (en date du 1er juillet 2001) : Sylviane Ainardi, Alekos Alavanos, Konstantinos Alyssandrakis, Danielle Auroi, Emmanouil Bakopoulos, Fausto Bertinotti, Yasmine Boujenah, André Brie, Proinisas De Rossa, Jean-Maurice Dehousse, Harlem Désir, Guiseppe Di Lello, Marianne Eriksson, Ilda Figueiredo, Hélène Flautre, Pernille Frahm, Monica Frassoni, Laura Gonzalez Alvarez, Heidi Annelli Hautala, Pierre Jonckheer, Salvador Jové, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Efstratios Korakas, Dimitri Koulourianos, Alain Krivine, Jean Lambert, Alain Lipietz, Caroline Lucas, Nelly Maes, Helmuth Markov, Perdo Marset Campos, Erik Meijer, Joaquim Miranda, Hans Modrow, Luisa Morgantini, Mihail Papayannakis, Joannis Patakis, Alonso Puerta, Didier-Claude Rod, Camilo Nogueira Roman, Martine Roure, Herman Schmid, Elisabeth Schroedter, Inger Schörling, Esko Seppanen, Jonas Sjostedt, Bart Staes, Fodé Sylla, Claude Turmes, Feleknas Uca, Roseline Vachetta, Luigi Vinci, Francis Wurtz.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Vendredi 05: DEUTSCHLAND : DUISBURG / ESPANA: MADRID / FRANCE: EVREUX – MONTREUIL – CHINON – VILLENEUVE SUR LOT / SUISSE : NEUCHATEL / SVERIGE : BRUNNSVIK

Samedi 06: AUSTRIA : ROCKHGASSE / ESPANA: MADRID / LUXEMBOURG / FRANCE: PARIS 11 – AVIGNON – NANTES – AIX – ORLEANS – GRENOBLE – EVREUX – VERNEUIL – BORDEAUX – METZ – CHATEAU THIERRY – PARIS – RAMBOUILLET / SUISSE : NEUCHATEL

Dimanche 07: ESPANA: MADRID / FRANCE: PARIS 11 – METZ / SUISSE : NEUCHATEL

Lundi 08: AUSTRIA : WIEN / FRANCE: CLISSON – EVREUX – MACON – ARLES – AUBAGNE – SOYAUX – ANNEMASSE – MOUANS SARTOUX – CAEN / SVERIGE : STOCKHOLM - ALINGSAS

Mardi 09: FRANCE: UZES – PERNES LES FONTAINES – CHALON – MARIGNIER – SOPHIA ANTIPOLIS – ANTIBES – FOIX / SVERIGE : UPPSALA